

La croisée des chemins?

Un an après le "8 juin", le constat fait de la situation nationale est amer, général et, surtout, sans appel: la crise qui nous frappe est l'une des plus profondes que nous ayons vécues au cours de ces vingt dernières années. Elle est globale, multiforme et durable. Chacun, à sa manière, en témoigne. C'est une crise dont les retombées risquent de compromettre pour longtemps la paix, la stabilité du pays et les grands "équilibres" socio-économiques sur lesquels reposait jusqu'ici notre société. A regarder les choses de près, sans parti pris et sans préjugé en faveur ou contre le pouvoir en place, il apparaît clairement que cette crise tire son origine, non des "suites" du 8 juin, mais de causes multiples et bien plus lointaines. En fait, ces chars qui se ruèrent sur la Présidence en tirant au canon avec rage ont été davantage l'expression symptomatique d'un marasme et d'un cataclysme qui sourd depuis belle lurette et que tous annoncent depuis bien longtemps, à grand renfort d'analyses plus ou moins sophistiquées. La situation, à la date critique était mûre pour tout: le meilleur comme le pire, le changement consenti et accepté par tous ou, en tout cas, par le plus grand nombre, pour la paix et la réconciliation nationale comme se l'accordent les sociétés qui savent se surpasser et aller de l'avant; ou alors l'aventure, le grand saut vertigineux vers l'inconnu, la guerre, le chaos... comme on en voit de plus en plus, malheureusement, en Afrique et dans le monde.

La guerre ou la paix?

Aujourd'hui encore, un an "après", la même question lancinante se pose avec la même désespérante acuité pour tous, le pouvoir comme l'opposition, les hommes d'affaire comme les gens du peuple, ceux qui n'ont rien à perdre comme ceux qui ont tout à protéger, les hommes du "dialogue" comme les apôtres du radicalisme... Le péril est, plus que jamais, en la demeure et personne ne devrait, au point où nous en sommes, s'en voiler la face. Une seule question mérite vraiment de polariser l'attention: que faire pour nous sortir de l'impasse de situation dans laquelle notre société entière s'est fourvoyée? Qui peut faire quoi pour redonner à notre patrie le sens de son histoire et nous aider tous à prendre celle-ci dans le sens de la marche en avant? Tout ou presque a déjà été dit sur l'accumulation constante, systématique, des facteurs de très haut risque de déflagration sociale qui nous guette désormais au moindre faux pas. La crise politique, poussée à son maximum par le crash électoral de la dernière présidentielle nous a renvoyé à des années-lumière des dernières législatives et municipales et de la décrispation qu'elles avaient quelque peu occasionnée sur la scène politique. La justice a été utilisée comme une arme politique contre ses adversaires par le régime, au grand dam du camp du dialogue et de la paix, dont les partisans se recrutent dans tous les partis, et qui est vrai grand perdant de cette énième mésaventure du suffrage universel, depuis le lancement du processus démocratique. La crise économique et financière a atteint des sommets au point de menacer la stabilité même du pouvoir, en dehors de tout autre violence ou pression que celles, potentielles et autrement plus

graves, des masses populaires des quartiers pauvres, en état de complète désérence sociale et en attente fiévreuse du changement de leurs conditions de survie. D'où la vigueur quelque peu disproportionnée de la réaction des autorités au Grand Marché noir Public de Nouakchott. Mais la mesure administrative et la répression policière, si elles peuvent entraîner, comme chacun le sait, des efforts mécaniques de réajustement sur les prix et sur la valeur de l'ouguiya face à certaines devises étrangères, produiront surtout, à plus ou moins brève échéance... les ruses adéquates pour les plus véreux des hommes d'affaires. Ils s'adapteront invariablement pour maintenir le niveau de spéculation nécessaire au maintien de leur main-mise hégémonique sur notre économie nationale et sur notre vie quotidienne, tout en laissant sur le carreau leurs autres concurrents-figurants du "libéralisme" à la mauritanienne... En vérité, chacun, dans cette crise, porte une part de responsabilité et il serait démagogique et parfaitement contre productif de n'en faire porter le chapeau qu'à ceux qui nous gouvernent. L'opposition, dans sa grande majorité, pour avoir longtemps et maldroitement joué au plus fin avec l'histoire, en entonnant l'hymne d'un radicalisme constamment de circonstance et déconnecté du niveau réel de reprise de conscience des populations du pays, pour mieux cacher son impuissance à produire les réponses aux défis que posent les blocages du processus démocratique. Mais, surtout, le pouvoir en place et ses différents démembrés pour n'avoir compris l'extrême gravité des dangers que fait courir sa politique de verrouillage tous azimuts et de refus obstiné d'ouvrir le jeu politique aux règles et mécanismes nécessaires à notre redressement national et social. La matraque et la porte close, le refus du dialogue ou le dialogue à la carte ont produit les effets dévastateurs sur l'ensemble de l'environnement politique et économique du pays. L'état de neurasthénie qui en est résulté explique d'une part la morosité générale qui affecte une grande partie des acteurs politiques et la plupart des véritables agents économiques et, d'autres part, le sentiment grandissant que "seule la guerre paie", qu'il n'y a rien à tenter ni à espérer de nos actuels gouvernants et qu'à la place du dialogue et du compromis seule la voie des "Cavaliers du changement" ou de leurs substituts plus ou moins fantasmés.

Hors guerre civile, point donc de salut?

Rien n'est plus dangereux et plus hasardeux qu'une telle affirmation au jour d'aujourd'hui, non seulement en raison des risques en soi, inhérents à une telle entreprise et de l'expérience catastrophique qu'en font tous les jours d'autres peuples frères, en Afrique et de part le monde, mais aussi et peut-être surtout, en raison de notre propre expérience des conditions de déroulement des événements du 8 juin, l'impréparation d'une véritable alternative nationale et constructive. Une guerre civile formentée et entreprise par une minorité, quelle qu'en soit la raison proclamée reste une aventure destructrice et sans véritable lendemain. Par contre, le risque potentiel de guerre civile qui menace en raison des blocages sus évoqués, doit inciter les uns et les autres à

une meilleure appréhension des intérêts fondamentaux de notre nation, les pousser à une juste appréciation des nécessités et besoins à long terme de notre pays, en raison de nos propres contraintes objectives internes (disparités régionales, tribalisme, communautarismes de tous ordres, sous-développement) et externes (jeux de puissance, intégrations régionales, etc.). Aujourd'hui, il est difficile de nier le besoin de réformes de notre pays. Ce besoin s'est exprimé très clairement à maintes occasions. D'une certaine façon, les événements du 8 juin en portent témoignage. De même que le déroulement et l'issue de la présidentielle. Tous, y compris parmi de fervents partisans du régime, conviennent de ce grand besoin de changement. Le sentiment le plus répandu, à chaque fois, était, pour lesdits événements, que "à quelque chose malheur est bon", et que le pouvoir en tirerait les leçons adéquates dans le sens de l'ouverture et de la réforme. La déception n'e pouvait, à chaque fois, être que plus abyssal, alimentant jour après jour, peut-être, les nuées d'un futur grand orage. La clé de la sortie de la crise multiforme qui nous affecte est essentiellement et éminemment politique. Jusque dans les envolées presque lyriques de l'ouguiya, cette crise est celle de la gouvernance que l'on trouve dans nombre de pays d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'ailleurs. Elle concerne d'abord la confiance que les gouvernés ont cessé d'avoir dans l'appareil politique et administratif en raison des conditions de son accession au pouvoir (putsch, fraudes électorales massives, etc.) ou/et ses pratiques économiques et sociales (corruption, violations des droits de l'homme, etc.). L'expérience montre que, dans ce cas, la seule chance d'échapper à des alais perdifs, à des révolutions de palais ou à des guerres chaotiques est de devancer les choses en les prévenant. Dans notre cas, il s'agira de tout faire pour nouer ou remuer, en les élargissant à toute la classe politique et à la société civile - dont le mépris persistant est une erreur, les fils d'un dialogue nécessaire à une authentique réconciliation nationale. Notre pays est absolument condamné à faire cette réconciliation: de par les traditions tirées de notre histoire, de par la nécessité de faire face à des défis anciens ou nouveaux - passif humanitaire, relance de notre économie, consensus pétrolier et modernisation sociale. Rien de cela ne pourrait être mené à terme en dehors de l'intérêt commun, du compromis acceptable, de la paix des cœurs et des esprits. Pour tous, il pourrait être judicieux de s'affranchir enfin de la culture du tout ou rien et d'orienter notre commune réflexion sur les voies de salut de notre patrie. L'opinion, par la force des choses, a le regard tourné dans une seule et même direction pour que soient adoptées certaines mesures les plus urgentes pour l'instauration d'un climat de large confiance nationale seul à même de nous sortir de l'univers mental du 8 juin. Elle attend du pouvoir qu'il fasse les gestes salvateurs nécessaires pour effacer les facteurs de guerre civile et favoriser l'instauration d'un climat de réelle stabilité démocratique. Nous sommes à la croisée des chemins. Aux gouvernants de nous dire quel chemin prendre et à l'opposition de l'aider dans ce sens.